



Pauvres, mais honnêtes, nous paraissions quand nous pouvons, et notamment le lundi 5 mars 2018



Année 2018 - Numéro 9

Sommaire

RDC

Ballet diplomatique... page 1

Nouvelles de la Répression... page 7

Monde

L'Intelligence artificielle et le travail ... page 16

RDC



Accueil au Palais de la Nation du Président zimbabwéen Emmerson Mnangagwa par Joseph Kabila. ©Photo Présidence de la République.

Ballet diplomatique

Que représentent les récentes visites de chefs d'Etat africains à Kinshasa ? Depuis plusieurs semaines, le « président » sans mandat Joseph Kabila multiplie les échanges de visites avec les dirigeants des pays voisins. Si l'on consulte diverses sources dans la région et à l'extérieur; la majorité d'entre elles considèrent que cette inhabituelle activité diplomatique exprime l'inquiétude des pays voisins face à la situation en République démocratique du Congo (RDC), tandis que Kinshasa tente montrer que le régime n'est pas isolé. Au total, l'activité diplomatique est intense mais loin d'être un soutien au régime Kabila.

Voilà des mois que Joseph Kabila s'échine à faire valoir auprès de ses voisins que si les Présidents du Burundi, du Rwanda et du Congo-Brazzaville sont arrivés à éliminer la limitation constitutionnelle à deux mandats présidentiels maximum, on devrait le laisser en faire autant. Mais tous les régimes ne sont pas égaux.

Une « communication » très spéciale.

En Afrique, les visites d'Etat d'un Président chez un autre sont toujours fortement médiatisées, ce qui ne veut pas dire pour autant que l'on en soit bien informé.

Un soin particulier est à en présenter et à en contrôler la représentation photographique. Lors d'un tel événement, la presse congolaise, et même étrangère couvrant le Congo, présente une allure curieusement uniforme, fournie par le service photo de la Présidence de la République.

Même *Radio Okapi*, qui dispose des ressources de la Monusco, se contente de l'un de ces clichés « officiels ».

Pour les Congolais qui sont pour la plupart très pauvres, acheter un journal est hors de prix et seule une minorité d'entre eux maîtrise suffisamment le français pour le lire. « L'information » sur une telle visite se réduira donc pour la plupart à cette photo. Comme la plus minime des politesses exige qu'on accueille quelqu'un en lui serrant la main d'un air amène la photo semble annoncer : « *Le Président X aime bien JKK* ». Passez muscade ! Le tour est joué !

La plupart des articles annonçant une telle visite, même s'ils s'intitulent « *L'Etat X soutient la politique du Président Kabila* », se réduisent à des renseignements d'horaire et de protocole car « *les entretiens ont lieu en privé* ». De ce qui s'y est dit, on ne connaîtra, un peu plus tard, qu'un communiqué rédigé en langue diplomatique de bois.

On s'est souri sur la photo. L'honneur est sauf !

La Majorité présidentielle et l'opposition interprètent différemment les visites, enregistrées les deux dernières semaines à Kinshasa, des chefs d'Etats de la République du Congo, de l'Angola, du Gabon et du Zimbabwe. Ce dernier a clôturé mercredi 28 février à Kinshasa sa visite de travail de 48 heures. Pour la Majorité présidentielle, ces visites des chefs d'Etat sont les fruits de la diplomatie menée par le président Joseph Kabila.

«*Le monde observe que la RDC n'est pas un pays isolé, elle est au cœur d'Afrique, fait l'actualité parce qu'elle est un pays d'avenir. Le président de la République sait quel est le rôle de son pays en Afrique et dans le monde, voilà pourquoi la diplomatie de la RDC a toujours été au cœur de son action et de son programme*», affirme Yves Kisombe, membre du PPRD et vice-ministre honoraire des Affaires étrangères.

Un état en soins intensifs

Pour l'Opposition, l'intense activité diplomatique à laquelle on assiste actuellement en RDC est loin d'être le résultat de la diplomatie menée par Joseph Kabila. Pour le sénateur Jacques Djoli, inspecteur général du MLC, un parti de l'opposition, cela prouve que notre pays est dans un état qui inquiète ses voisins et le monde entier.

«*Nous sommes dans un Etat qui est pathologique, un Etat qui est en soins intensifs, qui fait l'objet des préoccupations de tous ses voisins, parce que la situation de notre pays est plus que grave. Malheureusement ceux qui sont aux commandes de la République sont dans une sorte d'insouciance parce qu'ils tiennent au jeu de chaos. Depuis 2016, ce pays est sorti du cadre de sa légitimité. La plus grave maladie d'un Etat, c'est l'absence de légitimité de ses gouvernants*», explique Jacques Djoli.

Selon lui, il y a «*une rupture de contrat et de confiance entre le peuple et ses gouvernants*». Et de poursuivre : «*toutes les institutions sont fin mandat. Et on est en train de gouverner par défi*».

Un malade encombrant

La RDC, géant de l'Afrique centrale, est inévitablement membre de tous les regroupements régionaux africains, sauf ceux de l'Afrique du Nord et de l'Ouest. C'est la conséquence logique de sa grande étendue, de sa nombreuse population et de ses richesses potentielles. Mais cette belle logique a aussi pour conséquence que chacune de ces organisations se trouve handicapée par un membre à la fois géant et malade !

Il serait évidemment ridicule que la RDC ne soit pas membre d'une organisation de l'Afrique Centrale ou des Grands Lacs. Mais cela crée aussi une situation où le membre le plus étendu, le plus peuplé et le mieux pourvu en ressources de l'organisation est aussi le membre qui est chroniquement en retard de paiement de ses cotisations, celui qui connaît le plus de problèmes internes et celui dont l'instabilité intérieure menace la sécurité de ses voisins. Bref, dès que le Congo est membre d'une organisation, celle-ci se trouve contrainte de consacrer une bonne part de son temps et de ses ressources aux « soins intensifs » que requiert ce « grand malade ».

Ce problème est réel, même si les pays limitrophes ou voisins du Congo ne sont pas exempts d'arrière-pensées intéressées car si, à long termes, ils auraient tous intérêt à ce que la RDC « se porte bien », il leur est loisible, à court terme, de tirer quelques marrons du feu et même, pour certains, d'attiser la braise.

Efforts de la communauté internationale

Le professeur Bob Kabamba, analyste politique, interprète la succession de visites des chefs d'Etat africains ces derniers jours en RDC comme une manière, pour la communauté internationale de passer certains messages à Joseph Kabila. Ou peut-être simplement de les précéder. Après le passage à Kinshasa du président zimbabwéen, précédé quelques jours auparavant par l'appel du Botswana, le chef de la diplomatie française, Jean-Yves Le Drian, est arrivé mercredi à Luanda pour une visite officielle où la RDC est en bonne place.

«Les pays tels que la Belgique, les Etats-unis, la Grande-Bretagne, la France et d'autres prennent des positions par rapport à la situation telle qu'elle évolue au niveau de la RDC. Mais les autorités congolaises réagissent violemment contre ce qu'elles considèrent comme l'intrusion ou l'immixtion de ces pays dans les affaires intérieures de la RDC. Par contre, si c'est un message qui est donné par des pairs africains, le message est bien entendu et reçu à Kinshasa. Tous ces présidents viennent passer les messages que la communauté internationale n'arrive pas à faire parvenir à Kinshasa», analyse M. Kabamba.

Kinshasa tente de cacher son isolement

Il fait aussi remarquer les présidents des pays voisins veulent aussi éviter la déstabilisation de la RDC qui aurait des conséquences néfastes pour leurs pays.

«L'enjeu de ses visites est aussi à mettre dans un contexte régional qui est en train de beaucoup suivre ce qui est en train de se passer en RDC. On assiste, depuis quelques semaines, à un changement de positionnement qui est en train de se passer au niveau des pays voisins. Ils commencent à s'inquiéter de l'évolution politique de la RDC. Si la RDC suit une voie des violences qui va aller vers une déstabilisation, cette déstabilisation pourrait aussi concerner les pays de la région», explique le professeur Bob Kabamba.

Si l'on sait les dirigeants de la région généralement peu sensibles aux exigences de l'Etat de droit, il n'en va pas de même pour celles de leur sécurité. Or, si plusieurs des voisins de la RDC ont réussi à se concocter une solution « légale » pour s'incruster au pouvoir, eux, contrairement à leur grand voisin, contrôlent leur territoire. Le Botswana – qui a demandé cette semaine « plus de pression » sur Kinshasa pour que le président hors mandat et interdit de se présenter à un nouveau mandat cède enfin le pouvoir – l'a rappelé: *« Nous continuons à être les témoins d'une aggravation de la situation humanitaire dans ce pays, principalement parce que son dirigeant a persisté à retarder les élections et a perdu le contrôle de la sécurité ».*

Méfiance croissante de la SADC

La colère de Kinshasa face à cette déclaration jugée « arbitraire » ne peut dissimuler la méfiance croissante de la SADC (communauté d'Afrique australe, dont la RDC est membre) face au Congo et à son incapacité de contrôler son territoire. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si Joseph Kabila n'a pu trouver le temps, depuis novembre, de fixer une date pour l'arrivée à Kinshasa de l'Envoyé spécial de la SADC pour la RDC, l'ex-président namibien Hifikepunye Pohamba, ni de lui trouver des locaux pour ses bureaux.

Comme la Tanzanie, le Congo-Brazzaville, l'Angola et la Zambie s'inquiètent de l'afflux de réfugiés chez eux. Depuis l'arrivée au pouvoir du successeur d'Eduardo Dos Santos, l'agacement angolais est plus marqué car, pour mener les changements qu'il a entrepris, le nouveau chef de l'Etat, Joao Lourenço, a besoin de stabilité à ses frontières. Luanda refuse de rouvrir celle avec la RDC comme le souhaite Kinshasa pour accréditer l'idée d'un retour à la normale au Kasai (où, en réalité, les activités rebelles reprennent peu à peu après le choc de la terrible répression de 2017). La réunion tripartite à Kinshasa, à la mi-février, des présidents Kabila, Lourenço et Sassou a donc été tendue: même si Kinshasa a tenté de la faire passer pour

un appui à sa politique, il y a eu, en réalité, insistance pour que les élections promises pour décembre aient bien lieu, cette fois.

Le nouveau président sud-africain, Cyril Ramaphosa, sera moins indulgent pour le régime de Kinshasa que Jacob Zuma, dont le neveu avait d'importants intérêts en RDC; et il n'apprécie sûrement pas le peu de respect de M. Kabila pour l'Envoyé spécial désigné par la SADC, dont Pretoria est la locomotive. Quant à l'entrevue du président Kabila avec son homologue zambien, Edgar Lungu, la semaine dernière à Lusaka, elle se serait « mal passée ».

Que veut le Crocodile?

Le cas du Zimbabwe est moins clair. Alors qu'on s'attend à son élection dans quelques semaines, le successeur de Robert Mugabe, le président intérimaire Emmerson Mnangagwa, en visite à Kinshasa mardi et mercredi, a dit espérer l'accroissement des relations d'affaires entre les deux pays. Il faut se rappeler que celui que les Zimbabweens appellent « le Crocodile » avait monté avec Kabila père le schéma affairiste qui avait permis à ce dernier de rembourser « au Zimbabwe » son aide militaire, en donnant des mines congolaises de diamant à des militaires zimbabweens proches de M. Mnangagwa. Le rapport de l'Onu du 15 octobre 2002 citait celui-ci comme un des principaux pillards du Congo. L'avenir dira quelle sera la collaboration entre les deux Présidents.

Le Burundi soutient le régime Kabila – qui copie la dérive de son homologue de Bujumbura – mais n'a guère d'audience ni de puissance, même si l'on voit son influence dans la transformation en cours de la jeunesse du parti présidentiel congolais PPRD en milice. Le Rwanda se fait discret, après avoir été sanctionné par les Occidentaux pour son rôle dans la rébellion du M23, vaincue par l'armée congolaise en 2013 avec l'appui décisif des casques bleus onusiens; mais le président Paul Kagame, président en exercice de l'Union africaine, surveille de près sa frontière avec la RDC.

Le chef d'Etat rwandais est-il étranger au projet de visite conjointe à Kinshasa du président de la Commission africaine, le Tchadien Moussa Faki, et du secrétaire général de l'Onu, le Portugais Antonio Guterres – sensible aux questions de droits de l'Homme et aux problèmes de l'Angola? Le gouvernement Tshibala a donné son accord de principe, mercredi, pour une telle visite, mais la date n'en a pas été fixée. Il y a clairement peu d'enthousiasme, à la Présidence congolaise, pour recevoir ces deux interlocuteurs qui ont annoncé leur intention de parler des élections du 23 décembre.

Le président congolais Joseph Kabila a donné le 1^o mars son accord pour une visite conjointe dans son pays d'Antonio Guterres, et Moussa Faki Mahamat. Aussitôt, **Le Potentiel**, journal d'opposition, applaudit à la « *Belle initiative de l'ONU et de l'UA, Guterres et Faki pour des élections inclusives en RDC* » et pense que les deux personnalités vont venir convaincre le président Kabila de céder le pouvoir et en même temps, libérer le processus électoral de toutes les entraves qu'il y a placées. Pour la communauté internationale en effet, poursuit le quotidien, le président Kabila ne donne pas de gages évidents de sa volonté d'aller réellement aux élections. « *Les deux hauts fonctionnaires viendront donc jauger la volonté du chef de l'Etat de faire bouger les lignes et la conclusion de leur mission permettra à la communauté internationale de lever définitivement une option qui pourra mettre fin à la crise qui secoue le pays* », suppute ce journal qui parle d'une mission de dernière chance pour les autorités congolaises.

Tristes constatations

Même si toute cette comédie de « communication » qui est surtout de la propagande se rencontre aussi hors d'Afrique et loin du Congo, il y a dans le spectacle politique de la RDC

quelque chose de triste, de consternant même. On ne peut s'empêcher de se demander « Pourquoi ces gens se rabaissent-ils à ce point » ?

Car enfin, dépenser, comme la Majorité, des flots d'encre ou des kilomètres d'enregistrement (avec éventuellement de la musique et des danseuses de Dja Lello en prime pour l'édition de luxe) pour ancrer dans la tête des gens que JKK serait un grand dirigeant, que son obstination à demeurer en place serait du « nationalisme » et toute manifestation contre lui du « terrorisme » et que ces opinions seraient partagées par tout chef d'Etat qui lui a un jour serré la main, ou au contraire pour dire, comme certaines plumes de l'Opposition, que JKK est honni par ses pairs et que l'épée de Damoclès de la Communauté Internationale et de la CPI est suspendue au-dessus de sa tête et va tomber sous peu, au premier souffle... tout cela revient à dire que le sort du Congo dépend de beaucoup de choses... sauf de l'avis de Congolais eux-mêmes.

Or, si l'intense activité diplomatique autour de la RDC est loin d'être un soutien au régime Kabila, s'il est vrai aussi que bien d'émouvants discours sur la démocratie dissimulent souvent des arrière-pensées plus substantielles, on pourrait faire une erreur bien plus grave encore en leur accordant une quelconque signification concrète.

Tous ces salamalecs traduisent avant tout une profonde indifférence pour le sort du peuple congolais. Les états étrangers proches ou lointains, les organisations internationales ou régionales ne se mêleront qu'en paroles à la lutte en cours au Congo. Elles se contenteront d'en acter les résultats. Si le régime en place parvient à se perpétuer (qu'il s'agisse de JKK ou d'un « dauphin »), l'on s'en arrangera, même si l'on fera la fine bouche ou prendra des airs dégoûtés. On ne fera rien pour maintenir Kabila en place. Et l'on applaudira même à sa chute. Mais il faudra que celle-ci soit l'œuvre des Congolais eux-mêmes. S'imaginer que les sanctions ou les conseils puissent amener un changement décisif, compter sur la CPI ou Dieu sait quel « Zorro International » pour débarrasser le Congo de ses parasites, n'est qu'illusion.

Tout le monde sait depuis longtemps que Kabila n'a jamais eu aucune légitimité ou a perdu depuis belle lurette le peu qu'il a pu en avoir. Tout le monde a compris depuis longtemps que cet homme ne partira que dans un cercueil. Et tout le monde se rend compte que ce résultat ne pourra pas être atteint sans recourir à la violence. Il faut même s'attendre à ce qu'elle soit considérable. Tout le monde est prêt à en prendre acte.

Les difficultés commenceront plus tard.

Tout comme la « communauté internationale », après plus de 30 ans de silence à propos de Mobutu, n'a réservé aucune patience à Laurent-Désiré Kabila, aussitôt qualifié de « dictateur » et d'« autoproclamé », il faut s'attendre à ce que l'autorité de Transition succédant à JKK subisse de multiples pressions pour l'organisation ultra-rapide d'élections, n'importe comment et à tout prix.

En particulier, il faudra sans doute se battre pour qu'on ne procéde pas à un nouveau bricolage dans le style du RAPTA de Malumalu, sans « perdre du temps » à recenser la population, alors que c'est une condition *sine qua non* pour que le fichier électoral soit crédible.

Toutefois, ce sera aussi une excellente occasion pour les Congolais de reconnaître ceux qui leur veulent réellement du bien.

Les faux amis insisteront pour que des élections aient lieu rapidement. Les vrais amis du Congo voudront qu'elles soient bonnes, c'est à dire impeccables. Car une élection doit être impeccable ou nulle. Il n'y a pas de milieu.

Rappel : Les 7 conditions à défaut desquelles une élection sera NULLE.

L'élection est un processus complexe, une machine aux multiples rouages, et il faut que chacun de ceux-ci fonctionne impeccablement pour que l'élection puisse être valable.

Si un seul de ces rouages est défectueux ou grippé, cela met à néant la validité de tout le processus et les élections sont nulles. Schématiquement, ces conditions sont au nombre de sept:

1 - Le corps électoral doit être correctement connu et identifié. Là où, comme en RDC, le dernier recensement remonte au Déluge, ce recensement doit avoir lieu avant que l'on n'envisage d'organiser des élections .

2 - L'organisation pratique et matérielle des élections doit être confiée à une institution neutre et apolitique. C'est actuellement un point d'achoppement en RDC.

3 - Lorsque l'obstination d'un Président, jamais élu comme en RDC, ou simplement arrivé en fin de mandat, rend une Transition indispensable, celle-ci ne peut être présidée que par une personne consensuelle et qui s'engage à ne pas être candidate.

4 - La certification des résultats doit être confiée à un pouvoir judiciaire parfaitement indépendant.

5 - Toutes les opérations, depuis les bureaux de vote jusqu'à la proclamation finale, doivent être parfaitement transparentes, soumises à l'observation, tant des témoins désignés par les candidats que des observateurs nationaux ou internationaux. En particulier, les opérations électroniques doivent être, soit évitées, soit soumises à une surveillance particulièrement scrupuleuse. (Même si elles ne concernent que la transmission des résultats des bureaux locaux au bureau central. Le souci affiché de « gagner du temps » peut cacher une intention de gagner l'élection... en trichant).

6 - Les élections doivent être organisées par ordre d'importance croissante : régionales et locales, d'abord, provinciales et législatives ensuite, présidentielle en fin de parcours.

7 - Là où, comme en RDC depuis les élections de 2011, l'on vit sous un régime illégitime, il ne saurait être question d'impunité. Il faut des enquêtes sérieuses pour déterminer les causes et origines des irrégularités, qu'on punisse les responsables, qu'on les écarte définitivement de toute responsabilité électorale et qu'on en tire les conséquences quant aux futures élections. Il aurait dû y avoir une protestation générale des démocrates de tous les partis, car un démocrate ne saurait accepter que son candidat gagne par la fraude, la corruption et le mensonge.

Il est indispensable que TOUTES ces conditions soient réalisées EN MEME TEMPS. Sans quoi l'on s'expose aux pires aventures telles celles dont la RDC donne, pour son malheur, le triste exemple à l'Univers entier. Dans ce pays, en effet, aucune de ces sept conditions n'a jusqu'ici été respectée.

L'on pourrait ajouter une huitième condition aux sept énumérées ici : le soutien ferme et sélectif de la « communauté internationale » aux démocraties en construction. Mais cela ne dépend pas des pays africains eux-mêmes.





Nouvelles de la Répression¹

La Cité Africaine

25^{ème} ANNÉE - N° 1303 DU 19 JAN. 2018 - BI-HEBDOMADAIRE - DIRECTION - RÉDACTION : 67, Av. Mont des Arts, Imm. Golf View : 5^{ème} niveau Imm. B - Local 5A - Kinshasa/Gombe
B.P. 952 KIN 1 - RDC - E - mail : citafdcongo@gmail.com - http : citaf.over-blog.com - Tél. : 0998 130 914 - 0820271613 - 0814927777 - 0999932655 - PRIX UNIQUE : 2000 FC

La Cité Africaine est un hebdomadaire, ce qui n'est pas sans poser quelques problèmes, puisque cela crée un certain décalage entre ce qu'écrit la CitAf et les articles de la presse quotidienne. Mais cela comporte l'avantage d'un délai qui permet le recul, la réflexion et la mise en perspective. C'est particulièrement vrai pour une semaine comme celle qui vient de s'écouler, après les événements du 25 février. Cela permet à ce journal de consacrer à ces événements un éditorial et un dossier. Les voici.

« Honte à nous ! » (édito).

« Zéro mort ! C'était l'objectif que s'étaient fixé nos forces de police et de sécurité dans la gestion de la marche pacifique des chrétiens catholiques, organisée le 25 février à Kinshasa et dans plusieurs villes du pays. Zéro mort ! Parce qu'il fallait démentir toute cette avalanche de critiques et de condamnations qui s'abattent de partout sur les forces de police de la RDC, reprochées de manque de professionnalisme, d'avoir la gâchette trop facile, de se faire les bourreaux de ceux mêmes qu'elles ont le devoir de protéger ! Zéro mort ! Parce qu'il fallait ne pas faire mentir le chef de l'Etat, lequel venait de promettre, quelque trois semaines plus tôt que nos forces ne seraient plus prises en défaut. "Je ne suis pas contre les manifestations pacifiques ; je ne serai jamais contre les manifestations politiques... Dans les jours à venir, notre mission sera de faire en sorte que l'on arrive à empêcher la perte en vies humaines, mais pas nécessairement en empêchant des manifestations", avait déclaré Joseph Kabila lors de sa conférence de presse du 26 janvier. Cet engagement du commandant suprême des forces armées de la République et de la police nationale était censé camper un tournant dans l'encadrement des manifestations, alors que par deux fois, le 31 décembre puis le 21 janvier derniers, des marches pacifiques se sont soldées par une répression meurtrière, avec plusieurs personnes tuées par balles. Eh bien, c'est raté ! Premier test, premier échec ! La déception est grande. L'on avait espéré que désormais dans ce pays, le maintien de l'ordre public ne devait plus se faire au prix de morts, que manifester dans la rue pour exprimer un point de vue opposé n'équivaudrait plus à une candidature au suicide. Hélas ! Pari perdu ! Le 25 février, la mort de manifestants a encore été au rendez-vous. Celle de Rossy Mukendi Matamba est une mort qui en vaut des dizaines. Car le retentissement est énorme. Parce qu'il s'agissait d'un activiste des droits de l'homme, donc à priori d'une personne jouissant d'un statut particulier, et qui est spécialement protégée par une loi spécifique, en raison de la vocation qui est sienne. Parce qu'aussi les circonstances de son décès sont assez troubles au point que la MONUSCO a décidé d'enquêter. Une vidéo postée sur les réseaux montre ce jeune atteint par balle, se débattant à terre, torse nu, appelant le secours improbable d'infirmiers, avec autour de lui quelques jeunes désemparés cherchant à arrêter avec son t-shirt l'hémorragie causée par la balle ayant perforé le côté droit

¹ © CongoForum, le vendredi 2 mars 2018

supérieur de l'abdomen. Transporté à l'hôpital Saint Joseph à bord d'une petite voiture taxi, il succombera. A partir de là, des interrogations et observations s'imposent tout naturellement. Puisqu'il s'agissait d'une bavure policière, à en croire la relation faite par la police, pourquoi un véhicule de police n'a-t-il pas embarqué le blessé pour le transporter à l'hôpital afin que lui soient prodigués les soins qu'exigeait son état ? Puis encore, où était la MONUSCO pour n'avoir pas pu secourir le blessé par ambulance, alors qu'elle avait clamé s'être déployée à travers tous les points réputés chauds ? Dieu sait si Saint Benoît de Lemba en est un ! Mais aussi, quelles dispositions les organisateurs de la marche avaient-ils pris, y compris les prêtres de Saint Benoît où le jeune homme a été touché, pour faire face à ce genre d'incidents qui ne sont jamais à exclure dans ce type de manifestations ? Il faut également mettre sur le compte des mêmes inepties le fait qu'une polémique se soit ouverte sur l'identité exacte de l'auteur du tir qui a tué le jeune activiste. La police a indexé le brigadier en chef Tokis Kumbo, matricule 1198511210674 de l'escadron mobile d'intervention du Mont-Amba, lequel serait intervenu pour protéger sa supérieure hiérarchique, le major Carine Lokeso. Mais la clameur publique à Lemba conteste cette version. Y aurait-il eu substitution d'acteur ? Comment peut-on même imaginer, dans une société organisée, qu'il puisse continuer de subsister le moindre doute sur l'auteur d'un tir au sein d'un peloton où les munitions sont contrôlées ?

Ce qui s'est passé à Mbandaka relève aussi des mêmes bizarreries. Il a en effet été rapporté, pince sans rire, que le tireur qui a donné la mort au manifestant pacifique, est un garde fluvial qui ne faisait pas partie de l'effectif des agents en mission et qui n'avait rien à voir avec le maintien de l'ordre ! Est-il imaginable qu'un policier, non recensé au bataillon, non commis à la tâche, vienne ainsi se mêler à la meute, alors qu'il ignore les consignes et est totalement étranger aux règles d'engagement du groupe ! Où sommes-nous donc ?

Autre sujet de préoccupation c'est l'entrée en scène, dans le débat politique, de groupes marginaux dont finalement personne n'ose assumer les actes. Samedi, la veille du jour de la contestation, l'on a vu une centaine de jeunes gens se réclamant du parti présidentiel, coiffés de bérets rouges, faire incursion à la Cathédrale Notre Dame du Congo, dans le dessein de semer la panique et de torpiller de l'intérieur la manifestation du lendemain. Ce jeu pernicieux qui tend à vouloir opposer les jeunes congolais entre eux est extrêmement dangereux, et risque de conduire à une dérive aux conséquences incalculables. Il faut arrêter cela.

Quoi qu'il en soit toutes ces situations ubuesques sont d'un effet dévastateur sur l'image de notre pays. Au point qu'un pays africain ami, en l'occurrence le Botswana, peut, contre toutes les règles diplomatiques des relations entre Etats qui se respectent, se permettre, le plus officiellement du monde, d'apostropher les autorités de notre pays, en suggérant que la RDC mérite mieux et que la communauté internationale devrait accentuer la pression sur le leadership congolais afin de l'emmener à renoncer au pouvoir et à ouvrir la voie d'un nouveau régime politique. Sommes-nous donc tombés si bas ? Honte à nous !

Dossier « Marches chrétiennes : Arrêtons le jeu de massacre ! » de la CITAF

Deux Congolais ont encore été tués, dimanche 25 février, à l'occasion des marches pacifiques des chrétiens catholiques ayant répondu à l'appel du Comité Laïc de Coordination, soutenu par la Conférence nationale des évêques du Congo "CENCO".

Le comité laïc de coordination (CLC) avait, dans un communiqué publié le 10 février, appelé le peuple congolais résidant au pays ou à l'étranger, de toutes appartenances religieuses, associatives, politiques ou professionnelles à une nouvelle marche le 25 février. Cette marche traduisait, pour le CLC, une manière de « dire non à la dictature », premier obstacle à l'organisation des élections libres, transparentes et apaisées.

Alors que la police nationale s'était donné un objectif de "zéro mort", à l'arrivée, l'on a eu à déplorer des pertes en vies humaines. Une personne, Rossy Mukendi Tshimanga, a été

tuée par balles à Kinshasa et une autre, un jeune de 21 ans, a succombé à ses blessures à Mbandaka. Dans le bilan, outre les deux morts, les Nations Unies ont fait état de 47 blessés et de plus de 100 arrestations à travers le pays.

La CENCO demande aux Congolais de chasser la peur !

Dans un communiqué signé par l'Abbé Donatien Nshole, son secrétaire général, la CENCO rapporte que plusieurs paroisses catholiques ont organisé des marches à Kinshasa et dans quelques provinces. Il a été recensé 149 marches pacifiques dont 66 ont été étouffées dans les enceintes des paroisses, 67 dispersées par balles et gaz lacrymogène et 16 n'ont pas connu d'entraves. Le communiqué poursuit en des termes peu amènes.

‘Malheureusement, alors que la liberté d'opinion par des manifestations pacifiques est un droit reconnu à tout citoyen congolais par la Constitution (Cfr. Article 26), l'on a assisté, une fois de plus, à une répression violente des marches par les forces de l'ordre quand bien même les manifestants n'avaient aucune arme et exerçaient pacifiquement leur droit.

Selon le monitoring réalisé par les services du Secrétariat Général de la CENCO, le bilan de la répression fait état de 2 morts par balles, 32 blessés dont 13 par balles et 76 interpellations.

La CENCO présente ses sincères condoléances aux familles qui ont perdu les leurs. Elle rassure de ses prières et sa proximité toutes les victimes de cet événement.

Les Moniteurs ont signalé la présence, dans beaucoup de paroisses, des jeunes étranges qui insinuaient aux manifestants d'aller au-delà des périmètres prédéfinis et incitaient aux dérapages.

La CENCO félicite tous les compatriotes qui se sont mobilisés pacifiquement, refusant toute provocation à la violence, afin de faire entendre leur voix pour l'avènement d'un Etat réellement démocratique dans notre pays sans lequel il serait difficile de rêver le développement qui garantirait le bien-être du peuple congolais. Elle recommande au Peuple congolais de demeurer debout et vigilant et de ne pas céder à la peur ni à la résignation.

Nous condamnons l'usage de la force exercée à l'endroit des compatriotes dont certains sont morts et d'autres torturés ou blessés alors qu'ils n'ont posé aucun acte contraire à la loi fondamentale qui régit le pays. Cependant, nous saluons le sens républicain et patriotique de ceux des forces de l'ordre qui ont encadré 16 marches conformément à la loi.

La CENCO dénonce également l'instrumentalisation par certains partis politiques des jeunes gens pour torpiller de l'intérieur la marche des chrétiens en y introduisant la violence. L'occupation de la cathédrale Notre Dame du Congo le samedi 24 février 2018 par des jeunes délinquants en est une triste illustration.

Il sied de rappeler ici que la CENCO, en s'engageant aux côtés du peuple congolais dans la lutte pour l'avènement d'un Etat de droit, n'a pas d'ambition politique, sa seule préoccupation est de contribuer au bien-être du Peuple congolais tout entier, à la sauvegarde et à la promotion de la dignité de la personne humaine, au respect de la vie, des libertés et des droits fondamentaux’.

Les catholiques en prière à l'appel du pape François

Il sied de rappeler que le vendredi 23 février, à deux jours de la marche, des messes ont été dites dans plusieurs paroisses catholiques. Il s'agissait de donner suite à l'appel de la CENCO aux chrétiens catholiques d'organiser une journée de recueillement et de prière pour la paix et la justice en RDC, en écho au pape François qui avait invité à une prière spécifique pour la RD Congo et le Soudan du Sud, ce 23 février.

Suivant le programme des évêques pour cette journée, les fidèles catholiques ont eu à participer à la prière de l'Angelus, à organiser la rotation des groupes pour l'adoration du Saint Sacrement, à réciter le Rosaire et à suivre le chemin de la croix.

Des chrétiens ont témoigné avoir aussi observé un jeûne pour la circonstance. Et beaucoup ont considéré cette journée de prières comme une occasion de réarmement spirituel et moral pour faire face à la journée de contestation de dimanche.

“Le pape est à nos côtés pour sortir notre pays de la crise” ... "Lorsque nous marcherons dimanche, nous ne serons pas seuls. Le pape sera avec nous. Il nous soutient” ... Cette journée est un "réarmement spirituel pour l'assaut de dimanche. Le pape est avec nous. L'église universelle est mobilisée pour la paix en RDC qui passe par l'alternance démocratique" ... "Nous allons donner aujourd'hui une réponse mystique à la crise artificiellement créée au Congo. La marche de dimanche ne sera que le résultat de la grande prière d'aujourd'hui". Tels sont les avis entendus chez les chrétiens ce vendredi.

Il y a lieu de signaler également qu'en Italie, la communauté de Sant'Egidio s'est jointe à cette mobilisation de prières faisant suite à l'appel lancé par le pape François de prier pour la paix au Soudan du Sud et en RDC, deux pays secoués par des crises politiques majeures. Sant'Egidio avait programmé une veillée de prières à Rome et, simultanément, dans de nombreuses villes italiennes.

Les autorités persistent à interdire les marches pacifiques

Comme lors des précédentes marches des 31 décembre et 21 janvier, le CLC a fait une mise au point à la veille de la manifestation du 25 février. Il remerciait tous les chrétiens, tous les hommes et toutes les femmes de bonne volonté, au-delà de leurs appartenances religieuses, professionnelles, associatives et politiques, pour avoir adhéré à son appel à cette marche et encourageait ceux qui ne l'avaient pas encore fait “de prendre le train de la marche pour la sauvegarde de notre nation”.

Le CLC précisait surtout que c'était une marche pacifique : “les manifestants marcheront dans la prière, entonnant des cantiques et brandissant des chapelets, bibles, crucifix ou rameaux. Pas de pneus brûlés, pas de barricades, pas de propos violents, pas d'injures, pas de jets de pierres et autres projectiles, pas d'actes de vandalisme et de pillage”.

Le CLC demandait à la police congolaise et aux autres services de sécurité de les encadrer et de les protéger tout au long de cette marche pacifique. “Le CLC invite la population à ne pas considérer les policiers, les militaires et autres agents de sécurité comme ses ennemis, et réciproquement les policiers, les militaires et autres agents de sécurité à ne pas considérer la population comme leur ennemie”, indiquait un communiqué signé par 3 leaders du CLC, les Profs Thierry Nlandu, Isidore Ndaywel et Justin Okana.

En dépit de ces assurances, les autorités ont annoncé, samedi 24 février, à la veille, qu'elles interdisaient l'organisation des marches du Comité laïc de coordination (CLC), prévues dimanche. Dans un communiqué, le gouverneur de Kinshasa, André Kimbuta, a fait remarquer qu'il avait convié les organisateurs de cette marche à une séance de travail « pour examiner les modalités pratiques », conformément à l'article 7 du décret-loi No 196 du 29 janvier 1999 portant réglementation des manifestations et des réunions publiques en RDC. Mais, « en n'ayant pas donné suite à mon invitation, vous avez privé les services compétents en charge du maintien de l'ordre public des informations nécessaires pour une évaluation et un encadrement conséquent de votre manifestation. Faute de ces éléments, la ville ne saurait prendre acte de votre manifestation parce que ne pouvant en garantir un encadrement efficient », argumentait Kimbuta qui reprochait aussi aux membres du CLC de n'avoir pas donné des informations sur l'itinéraire à suivre.

Au CLC, on rétorquait que trois avocats se sont présentés à l'Hôtel de Ville au nom du Comité laïc de coordination, pour répondre à l'invitation du gouverneur André Kimbuta pour une concertation en rapport avec la marche des chrétiens prévue ce dimanche, mais que par l'intermédiaire du protocole, ces avocats avaient été éconduits purement et simplement.

« Le gouverneur a refusé de réceptionner les documents qui établissent les itinéraires ainsi que les points de ralliement établis par le CLC. C'est une attitude incompréhensible qui traduit tout simplement la volonté d'empêcher les gens de s'exprimer pacifiquement », expliquait Me Georges Kapiamba, président de l'Association pour l'accès à la justice (Acaj).

Selon lui, les membres du CLC, recherchés par la justice et objet d'un mandat émis par le parquet, ne pouvaient pas se présenter au risque d'être arrêtés ; et l'autorité urbaine en a pris prétexte pour ne pas autoriser la manifestation pacifique du dimanche.

André Bokundoa de l'ECC: « Les protestants non partants »

A l'ouverture de la 53ème session du Comité exécutif de l'Eglise du Christ au Congo, son président, André Bokundoa, avait fait remarquer que « la situation du peuple congolais est un gémissement et que quand les justes se multiplient, le peuple est dans la joie et quand les méchants dominent, le peuple gémit ». Cette déclaration avait fait croire à certains que l'Eglise protestante serait partante pour la marche du 25 février. Que non

Dans l'ECC, il y a 95 communautés. Nous nous sommes réunis et on n'a pas parlé des marches. Chaque fois qu'il y a un problème, nous devons d'abord étudier ce problème sous l'angle de la Bible », a affirmé André Bokundoa.

« Nous ferons du Congo le sujet de notre joie. Chacun de nous doit faire que nous ayons la joie dans notre pays. Nous venons du Comité exécutif. Les protestants, avant de faire quelque chose, doivent d'abord discuter.

Le Comité exécutif de l'ECC a ainsi recommandé au chef de l'Etat de multiplier des efforts en vue de rétablir la sécurité à l'intérieur du pays pour la tenue de bonnes élections, conformément au calendrier de la CENI. Selon le président de l'ECC, la RDC a beaucoup de problèmes contre lesquels les protestants doivent protester. C'est tout dit !

La police toujours prête à empêcher ceux qui tenteraient de troubler l'ordre public Dès la veille des marches du 25 février, les forces de sécurité se sont déployées dans certains carrefours de Kinshasa. Plusieurs check-points ont été installés sur les principales artères de la ville. Les véhicules étaient fouillés et les documents d'identité demandés. « *Le gouverneur nous a écrit qu'il n'a pas pris acte de la marche de demain. Il nous a instruit de prendre toutes les dispositions pour sécuriser la population et empêcher quiconque qui tentera de troubler l'ordre public* », a expliqué le général Sylvano Kasongo, commissaire Provincial de la police, précisant toutefois que si la marche devait tout de même avoir lieu, « l'objectif, c'est zéro mort ».

« *J'ai dit aux policiers de ne pas tirer sur la population qui est une population civile et qui n'est pas armée. Nous avons d'autres méthodes de maintenir l'ordre public. On a le matériel non létal. On n'a pas droit de tirer sur la population avec des balles réelles. Nous serons fermes demain, nous serons stricts. Mais nous serons courtois* », promettait le général Kasongo.

Ce qui ne laissait aucune illusion. Sauf miracle, les observateurs se préparaient à vivre une troisième marche mouvementée ce dimanche.

Des marches PPRD dans la marche des cathos !

Dans un communiqué revêtu de la signature d'un certain Papy Pungue, président des "jeunes leaders", un groupe œuvrant au sein du PPRD, ceux-ci faisaient savoir leur volonté, en tant que chrétiens, de prendre part à toutes les célébrations eucharistiques organisées le dimanche 25 février par le Comité Laïc de Coordination. « Parce que d'abord nous sommes des chrétiens catholiques, nous allons prier pour la paix, pour la patrie, a expliqué Papy Pungue, le numéro un des jeunes « aux bérets rouges ». Et si nous constatons que s'il y a des gens qui veulent créer des troubles, nous allons empêcher que les gens créent des troubles dans ce pays. Personne n'a le monopole de la violence. »

Pour ces « Jeunes leaders », l'église catholique est « instrumentalisée » par des leaders de l'opposition.

Autre surprise, un obscur mouvement se présentant comme "musulman et proche du parti présidentiel de République", a appelé lui aussi à une "marche pacifique" dimanche à Kinshasa, en même temps que celle organisée par les catholiques.

Dans une lettre au gouverneur de la ville de Kinshasa, "l'Alliance des kabilistes musulmans (Akam/PPRD)" informait de l'organisation d'une marche pacifique le 25 février 2018, en vue de soutenir la tenue des élections le 23 décembre 2018". Cinq marches étaient censées partir des mosquées pour chuter "dans des paroisses catholiques afin d'inviter les chrétiens à se préparer à gagner des élections et non à créer des troubles dans le pays", a affirmé les kabilistes d'Akam/PPRD.

Renseignements pris, officiellement, ce regroupement n'est reconnu ni par le parti présidentiel, ni par la communauté musulmane de la RDC. " Ces gens n'ont rien à voir avec la communauté islamique. On ne les reconnaît donc pas", a déclaré Cheick Ali Mwinyi M'Kuu, représentant légal de la communauté musulmane de RDC.

"Ils ne sont ni affiliés, ni connus" du parti présidentiel, a pour sa part affirmé Me Tunda Ya Kasende, secrétaire général adjoint du PPRD.

Il n'empêche, il y avait déjà une ambiance assez électrique qui poussera la « VSV » à monter au créneau, dans un communiqué daté du vendredi 23 février : « La Voix des Sans Voix pour les droits de l'Homme » dénonce « les vieilles méthodes et pratiques de certaines autorités congolaises en général et de certains cadres du PPRD en particulier visant à instrumentaliser des jeunes en les dotant des moyens matériels et financiers pour porter atteinte à l'intégrité physique d'autres Congolais manifestant pacifiquement en vue d'apporter leur contribution positive aux efforts de consolidation de la démocratie».

Un geste d'apaisement du pouvoir: 33 détenus poursuivis pour faits insurrectionnels amnistiés

Alors que la tension montait, un geste d'apaisement a été salué : Trente personnes poursuivies pour faits insurrectionnels, faits de guerre et infractions politiques, ont été amnistiées. Le ministre de la Justice Alexis Thambwe Mwamba a indiqué, à trois jours de la marche, avoir signé un arrêté les amnistiant.

Dans la foulée, l'ancien directeur de cabinet de Moïse Katumbi, Prof Huit Mulongo a bénéficié d'une libération conditionnelle. Arrêté depuis avril 2016 et incarcéré à la prison de Kasapa à Lubumbashi, Huit Mulongo a été condamné quatre mois plus tard à trois ans de prison et au paiement de 250 000 francs congolais (environ 250 USD à l'époque) des frais d'instance pour détention illégale d'armes de guerre et de minutions.

L'arrêté ministériel justifiait que « le détenu a fait preuve d'amendement pendant la durée de son incarcération ».

Huit Mulongo a perdu son épouse pendant cette période d'incarcération, alors que lui-même est très malade. « Il pourra alors aller se faire soigner partout où il voudra, au pays ou à l'étranger », a déclaré Alexis Thambwe Mwamba.

Désenchantement : Pas de libération pour Diomi et Muyambo

Des sources crédibles avaient annoncé la libération pour mardi 20 février, de deux opposants, Eugène Diomi et Jean-Claude Muyambo, repris au nombre des cas emblématiques des « prisonniers politiques » cités nommément dans l'accord de la Saint Sylvestre et pour lesquels l'élargissement était attendu dans le cadre des mesures de décrispation politique. Mais, au mardi annoncé, la relaxe n'a pas eu lieu, et jeudi, à trois jours de la marche, le ministre de la Justice tranchait : « Ce sont des prisonniers de droit commun. Si nous libérons l'un, il faut pouvoir libérer tous les autres prisonniers qui ont été condamnés pour les mêmes faits. Et ça,

ça serait justice. Ce dossier de M. Diomi, et le dossier de M. Muyambo ont été examinés à plusieurs reprises. La commission est arrivée aux conclusions qu'ils ne sont pas libérables. Ni aujourd'hui, ni demain ».

Eugène Diomi Ndongala avait été condamné en 2014 à 10 ans de prison, pour viols sur mineures, des faits qui se seraient produits en juin 2012 à Kinshasa.

Quant à Jean-Claude Muyambo, il purge depuis 2017 la peine de 5 ans de prison, ayant été reconnu coupable d'abus de confiance, dans une affaire de conflit immobilier qui l'opposait au sujet grec Alexandros Stoupis.

En colère et déçues, des familles des prisonniers politiques ont, dans un communiqué, dit s'étonner de « la constance du ministère de la Justice à libérer des voleurs de chèvres, des miliciens accusés de crimes contre l'humanité, comme les compagnons du rebelle sanguinaire Gédéon Kyungu, dernièrement relâchés, mais à ne jamais appliquer les mesures de décrispation politique souscrites par le gouvernement de la RDC à l'occasion de la signature de l'Accord politique de la Saint-Sylvestre et qui concernent les prisonniers politiques de la RDC et les détenus amnistiés depuis 2014 ».

« *Les familles des prisonniers politiques sont obligées de constater que malgré des mois de prétendu travail de concertation avec les autorités compétentes et après avoir rencontré certains des prisonniers politiques concernés, rien n'est fait pour finaliser ces libérations* », notait encore le communiqué, soulignant que le CNSA est resté aphone et non redevable par rapport à l'accomplissement de sa mission qui devrait être immédiatement finalisée, alors que le chef de l'État avait publiquement rappelé, lors de sa dernière conférence de presse, que c'est cette institution qui serait chargée de l'application des mesures de décrispation politique.

Il convient de rappeler que la libération des prisonniers politiques emblématiques est aussi l'une des demandes formulées par les organisateurs des marches chrétiennes. Cette déconvenue n'était donc pas de nature à apaiser les esprits.

Qui a tué l'activiste Rossy Mukendi ?

Deux personnes ont été tuées dimanche 25 février, en marge des marches interdites des catholiques, ont indiqué lundi l'épiscopat, les Nations unies et la police, les organisateurs des marches.

A Mbandaka, le policier qui a tué est un garde fluvial qui ne faisait pas partie de l'effectif des agents commis et n'avait rien à voir avec le maintien de l'ordre. Toutefois, une audience publique a permis de juger le délinquant sous le régime de la flagrance et de le condamner à la perpétuité.

A Kinshasa, une controverse est née autour de la mort de Rossy Mukendi Tshimanga. " La police a expliqué que "Monsieur Rossy Tshimanga Mukendi est descendu" dans les rues "pour semer le désordre". "Lors de l'affrontement avec les forces de l'ordre, le fauteur de troubles Rossy sera grièvement atteint par balles en caoutchouc. Acheminé d'urgence à Saint Joseph, il finira par succomber", a-t-on indiqué.

La mort de l'activiste Rossy Mukendi a suscité une vague d'indignation.

L'Association congolaise pour l'accès à la justice "dénonce et condamne un assassinat (homicide volontaire avec préméditation). Militant pour la promotion et la protection des droits humains et la démocratie, Rossy aurait rapporté à l'ACAJ avoir eu, maintes fois, à faire l'objet des menaces de mort, tortures et mauvais traitements pour le contraindre à abandonner son engagement citoyen.

Mais, d'après des précisions données par la police, Rossy n'aurait jamais été personnellement ni intentionnellement visé. Le policier mis en cause dans le meurtre de Rossy aurait en réalité voulu protéger son commandant d'unité, le major Carine Lokeso Koso, face à une foule hostile qui l'agressait. Une version que contredisent d'autres qui soutiennent que la

police a présenté ce pauvre policier à la place de celle qui , pour les témoins, serait le vrai auteur du forfait.

C'est à bord d'une petite voiture taxi, et non d'un véhicule de police ou d'une ambulance de la MONUSCO que Rossy a été acheminé à Saint Joseph de Limete, avec ce que cela sous-entend de temps perdu. A l'intérieur de la voiture, deux jeunes accompagnaient le blessé, torse nu mais respirant, rapporte un témoignage de journalistes présents sur les lieux.

Un des deux jeunes hommes a expliqué ce qui s'est passé. « Rossy est sorti pour fermer le grand portail de l'Eglise Saint-Benoît. La police a ouvert la porte, et a tiré à bout portant sur lui ».

Né en 1982, Rossy Mukendi était enseignant et père de deux enfants. Activiste du "Collectif 2016", un mouvement citoyen congolais, il était connu au Bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'homme à Kinshasa, pour notamment avoir assuré le suivi des cas de ses camarades arrêtés précédemment.

Un poster de Rossy Mukendi Tshimanga portant une affiche sur laquelle on pouvait lire: "Le peuple gagnera toujours" était largement partagé lundi sur les réseaux sociaux.

La majorité dénonce la «manipulation» des chrétiens

Par la voix de son porte-parole, André-Alain Atundu, la majorité présidentielle dénonce une manipulation. « Les chrétiens catholiques sont dépités par cette manipulation d'un groupe, une manipulation confusionniste, estime André-Alain Atundu. Au début, les chrétiens étaient convaincus qu'il s'agissait d'une initiative des chrétiens catholiques mais après les déclarations sans ambages du secrétaire général de l'UDPS (qui a indiqué que dans ces marches l'Eglise apportait 50% et l'UDPS/Opposition 50%), cette connivence a mis à mal beaucoup de chrétiens. Et ils en sont arrivés à se demander pour qui travaille ce groupe, pourquoi ces manœuvres qui auront finalement comme résultat de retarder les élections. »

Selon le porte-parole de la majorité présidentielle, l'opposition « instrumentalise » les chrétiens pour servir leurs objectifs.

« Pour nous, au sein de la majorité présidentielle, la conclusion est simple : les politiciens radicalisés du Rassemblement se cachent derrière les chrétiens, instrumentalisent ces chrétiens pour créer une atmosphère de chaos, de désordre politique, pour remettre à l'honneur leur plan initial de prise de pouvoir par des moyens non démocratiques, de préférence par la violence et la rue. »

Dans une interview diffusée par RFI, Marie-Ange Mushobekwa, ministre des Droits humains, a dit regretter que des personnes soient mortes et a annoncé l'ouverture des enquêtes. « Nous regrettons de constater qu'il y a eu un cas de décès à Kinshasa et un cas de décès à Mbandaka. Nous avons donc enregistré deux morts à travers toute la République démocratique du Congo. Nous regrettons que ces personnes soient mortes, quelles que soient les circonstances dans lesquelles elles ont perdu la vie. Au stade actuel des choses, nous ne pouvons pas vous dire ce qui s'est réellement passé. Nos équipes poursuivent les enquêtes sur le terrain pour savoir qui a donné la mort à ces gens. A l'issue de ces enquêtes, nous allons établir les responsabilités. Les coupables seront sanctionnés », a déclaré Marie-Ange Mushobekwa.

Le spectre des Imbonerakure burundais

L'opinion s'est émue de l'entrée en scène, à la faveur de ces marches du 25 février, d'un mouvement de jeunesse du PPRD, se caractérisant par le port du béret rouge. Une centaine de ces jeunes ont été transportés à bord de bus de la compagnie publique de transports, Transco, et ont investi les installations de la cathédrale Notre Dame du Congo samedi soir, la veille de la journée de contestation. Les marches pacifiques devant débiter après l'office du dimanche matin, les "bérets rouges" disaient vouloir camper dans l'enceinte de la cathédrale Notre-Dame afin de participer à la messe du lendemain. Ils n'ocultaient en réalité pas leur intention

d'empêcher la tenue de la marche et d'en découdre. « Plus de trois fois, cette église a été prêtée à l'UDPS, et Kabund l'a reconnu. On prend l'église, on donne à l'opposition. Et nous, la jeunesse du président, on ne va pas partir, parce que cette église est pour nous tous ». Une incursion qui a rapidement semé la panique dans Lingwala. A telle enseigne qu'en raison de cette arrivée impromptue des jeunes "bérêts rouges" du parti présidentiel, la messe de 18 heures a été annulée. Vers 20h, après une négociation avec la police stationnée devant la paroisse, celle-ci a prié les jeunes de quitter les lieux.

La presse a eu à signaler qu'une vidéo a particulièrement mis en émoi les réseaux sociaux. On y voit un de ces jeunes leaders haranguer ses troupes en lingala : « Vous avez suivi trois ans de formation, c'est le moment d'entrer en action. N'ayez pas peur de la soutane (...) Si vous voyez un prêtre en soutane en train de prendre part à la marche, maîtrisez-le et conduisez-le au poste de police! Et si vous mourez, vous irez directement au paradis ! » Pour certains, cette scène n'est pas sans rappeler les milices burundaises Imbonerakure, de mauvaise réputation pour leur implication dans la violence, la répression aveugle et le chaos au Burundi.

"Pas de répit", disent les organisateurs en RD Congo

Plus de trois millions de Congolais ont marché dimanche pour "dire non à la dictature», avance le CLC dans un communiqué. L'appel du CLC a été suivi dans plusieurs autres villes.

A suivre les médias, à Kisangani, des centaines de fidèles qui sortaient de la messe ont commencé à marcher avant d'être dispersés par les forces de sécurité qui ont fait usage de gaz lacrymogènes et tiré. Deux blessés graves ont été signalés.

A Mbuji-Mayi, un abbé, Théodore Kanyiki de la paroisse Saint-Achille et ses paroissiens auraient été molestés par des policiers. A Lubumbashi, la marche a tout simplement été étouffée, mais des manifestants en colère ont mis le feu à un camion-remorque. Des jeunes ont brûlé des pneus dans les rues avant d'être dispersés par la police anti-émeute.

Dans cette ville, tout comme à Goma, Bukavu, Kananga et Kikwit, les forces de l'ordre étaient massivement déployées pour empêcher les manifestations.

A Béni, des militants des mouvements citoyens ont été interpellés dans la matinée avant d'être relâchés l'après-midi.

A noter que l'accès à Internet a été rétabli dimanche en début de soirée, après dix heures de coupure. Dans le même temps, les messageries SMS et WhatsApp ont également été restaurées.

"Il n'y aura pas de répit pour le pouvoir en place tant que nous n'aurons pas retrouvé notre dignité et notre liberté", promet le CLC.

La MONUSCO déclenche une enquête

'La Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies, Mme Leila Zerrougui regrette qu'au moins deux personnes aient été tuées dimanche, en dépit de consignes qui auraient été données aux forces de sécurité de faire preuve de la plus grande retenue dans la gestion des manifestations. Les équipes d'observation de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en RDC ont également rapporté 47 blessés et plus de 100 arrestations sur l'ensemble du territoire', a-t-elle confié.

Par ailleurs, Florence Marchal, porte-parole de la mission onusienne, a affirmé au cours de la conférence de presse hebdomadaire de la Monusco que des enquêtes sont ouvertes. "L'enquête est en cours dans le cadre de notre mandat ; nous menons les enquêtes sur la mort du militant pro-démocratie (Rossy Mukendi) et sur les allégations de violation des droits de l'homme", a-t-elle dit. "Nous avons noté un dispositif plus allégé des forces de l'ordre, malgré le recours à la force à certains endroits pour disperser les manifestants notamment, à Kinshasa, Mbandaka et à Kisangani. Nos équipes ont pu voir qu'à certains endroits les marches ont pu avoir lieu", déclare Florence Marshall. Qui révèle que la Monusco était sur terrain le jour-j :

“Nous avons les équipes d’observation déployées ici à Kinshasa et sur l’ensemble de la RDC, conformément au mandat qui nous est donné au Conseil de Sécurité. Ce déploiement avait été précédé d’un dialogue mené par le responsable de la mission notamment, par la représentante spéciale du secrétaire général des Nations Unies, un dialogue qui avait été mené avec toutes les parties prenantes avant les manifestations de dimanche afin de s’assurer que les marches seraient pacifiques et que les manifestants et les forces de sécurité feraient preuve de retenue. Lors de ces échanges, l’importance du respect du droit du peuple congolais à la liberté d’expression et au droit de manifester avait été également soulignée”.

Leila Zerrougui “appelle tous les acteurs politiques congolais à jouer un rôle constructif dans la mise en œuvre de l’Accord politique du 31 décembre 2016 qui demeure l’unique voie viable devant mener à la tenue d’élections, à une alternance pacifique au pouvoir et à la consolidation de la stabilité en RDC”.

Mais, à moins de 10 mois des élections prévues le 23 décembre, l’opinion se demande jusqu’où va aller ce cycle infernal “contestation-répression”. . Il est plus que temps de stopper cette spirale, en se parlant les uns et les autres, car, si de part et d’autre l’on reste dans la logique du jusqu’aboutisme, avec le phénomène de la contagion et du mimétisme, les dangers d’une explosion généralisée ne sont pas à écarter ni à minimiser dans ce pays. Vivement que la prochaine visite conjointe annoncée du secrétaire général de l’ONU, Antonio Guterres, et du président de la Commission de l’UA, Faki Moustapha, apporte une dynamique nouvelle qui puisse mettre la RDC résolument sur le chemin de la sortie de crise.

Monde



L’Intelligence artificielle et le travail

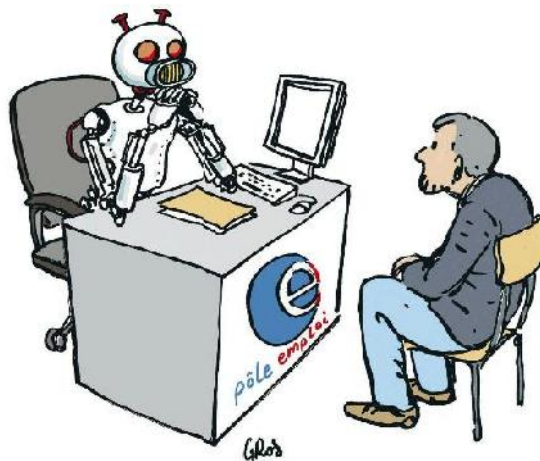
Je crois devoir souligner d’emblée que le sujet de cet article est le travail, et non pas seulement l’emploi. Dire l’un pour l’autre crée la confusion mais dissimule aussi un double sens sournois : ce n’est pas forcément le travail que l’on recherche dans l’emploi, mais bien l’argent qu’il rapporte. Bien des pancartes et calicots brandis à longueur de manifestations et proclamant « *Nous voulons du travail* » ou réclamant la « *Création d’emplois* » devraient en réalité se lire bien platement « *Du pognon !!!* ».

« Avoir un emploi » se dit d'ailleurs aussi « Gagner sa vie ». Ce qui élude une question philosophique importante : puisque la vie est un don gratuit de la Nature, de(s) dieu(x) ou de nos parents, au choix, pourquoi devrions-nous « gagner » ce don ?

Réduire la question du travail à celle de l'emploi, en se focalisant sur une seule question, et en ne se donnant pas la peine de se demander si c'est bien la seule ou la plus importante qui se pose peut mener à de la mauvaise science-fiction : celle qui se borne à introduire quelques gadgets futuristes (des robots, notamment) dans une société dite « future » mais où tout se passe exactement comme dans celle où nous vivons.

Asimov, à qui l'on pense spontanément lorsqu'il est question de robots et de littérature, était excédé de ne voir produire de livres évoquant « la révolte des robots ». Il donc braqué tout le travail de son imagination sur des histoires de robots conçus et construits pour ne pas se révolter. Ceci, grâce aux « Trois Lois d'Asimov ». Force est de constater que s'il a imaginé ses robots de manière assez réaliste, il a par contre très largement idéalisé l'être humain. Car la prolifération des applications militaires de l'informatique, dont nous avons déjà largement eu l'occasion de traiter, montre à suffisance que l'homme n'a pas eu la sagesse que l'écrivain lui supposait : il ne s'est pas borné à construire des robots ne pouvant nuire à des humains.

Néanmoins, il existe une confusion si forte et si prégnante entre « travail » et « emploi » dans beaucoup d'esprits qu'il nous a paru opportun d'écarter d'emblée cette obnubilante facette « emploi » en publiant, ci-après un article qui, à ce sujet, déborde d'optimisme. On peut même le considérer comme un exemple... de la manière dont il ne faut pas aborder les choses...



L'intelligence artificielle va-t-elle vous voler votre emploi ?

Par James Altucher²

Le 14 février 2011, l'intelligence artificielle (IA) est devenue grand public. Ce soir-là, plus de 11 millions de foyers américains ont regardé "Jeopardy" (l'équivalent américain de "Questions pour un Champion"), émission diffusée depuis très longtemps par la chaîne ABC. Ils ont regardé deux humains concourir face à un superordinateur nommé Watson.

² James Altucher est un entrepreneur, gestionnaire de portefeuille, créateur de podcasts américain. Il est l'auteur de dix sept livres dont plusieurs à fort tirage et a fondé ou co-fondé une vingtaine d'entreprises. Il participe fréquemment à la rédaction des médias *The Financial Times*, *TheStreet.com*, *TechCrunch*, *Seeking Alpha*, *Thought Catalog* et *The Huffington Post*. Repris à *La Quotidienne de la Croissance*, *Agora*, 28/02 et 01/03/18.

Pour éveiller l'intérêt du public, ABC avait invité Ken Jennings et Brad Rutter, deux des vainqueurs les plus brillants de ce jeu télévisé. La chaîne a passé des semaines à faire la promotion de ce jeu historique faisant intervenir des hommes contre une machine. Les présentateurs des journaux télévisés ont dit que cet événement pourrait bien affecter le futur de l'humanité. C'était ridicule.

Quand l'intelligence artificielle bat les humains à plate couture

Peut-être vous souvenez-vous de cette histoire : les hommes ont pris une raclée. A la fin de la première journée, Watson avait plus de 35 000 \$ à son actif. Brad Rutter était deuxième, avec à peine 10 000 \$. Watson a continué de dominer les deux joueurs. A un moment donné, l'ordinateur a engrangé six fois plus d'argent que les autres participants.

Voici à quoi ressemblait le score final : Watson a écrasé ses adversaires humains. Il "buzzait" plus vite que ses adversaires.

Mais ce n'est pas le plus impressionnant, car tout le monde sait que les ordinateurs sont plus rapides que l'Homme. Le plus fascinant, c'était l'aptitude de Watson à comprendre ce qu'il fallait répondre par rapport aux indices fournis. Il est facile d'intégrer Wikipédia sur un disque dur. Ce qui est compliqué, c'est de faire comprendre à un ordinateur ce que l'animateur raconte. Et là, il reste énormément de choses à améliorer.

Les rares fois où Watson a mal compris la question, il n'a vraiment rien compris. Au cours de la séquence "Final Jeopardy", le premier jour, la thématique portait sur les "*villes américaines*".

Voici l'indice fourni : "*Son principal aéroport porte le nom d'un héros de la seconde guerre mondiale. Le deuxième porte le nom d'une bataille de la seconde guerre mondiale*". Jennings et Rutter ont trouvé : "Chicago". Watson, apparemment, avait oublié qu'il devait s'agir de villes américaines. Il a répondu "Toronto". Eh oui, personne n'est parfait.

Mais n'oublions pas Deep Blue, l'ordinateur-joueur d'échecs, développé par IBM, qui a battu le champion du monde Garry Kasparov lors de cette célèbre partie, en 1997. Les échecs sont un jeu très structuré, ce qui rend les choses plus faciles, pour un ordinateur, par rapport à "Questions pour un Champion".

Ce qu'il faut retenir, c'est que la technologie avance et s'améliore chaque année. Je ne sais pas trop à quoi ressemblera le futur, mais je suis sûr que l'IA y jouera un rôle majeur. Et je préfère saisir cette tendance tant que les ordinateurs cherchent encore à résoudre certaines difficultés mineures, telles que le fait de croire que Toronto est une ville américaine³.

La machine va-t-elle vous mettre au chômage ?

Avant de nous lancer trop loin, je veux resituer certaines choses dans le contexte. Comme vous le savez désormais, je suis plutôt optimiste. Je suis optimiste tant que l'innovation existe.

L'histoire nous indique que l'innovation s'accompagne d'un effet secondaire assez fâcheux : la destruction de certains emplois.

J'ignore quel secteur sera le prochain sur la liste. Mais je sais que l'un ne va pas sans l'autre.

³ Le gag, c'est que la réponse de la machine était correcte ou incorrecte, au choix. Toronto est en effet une ville américaine (située sur le continent américain) mais pas étatsunienne. Il faut supposer que la question a été posée en se référant à une « American city », non à une « US city ». Et on peut même supposer que les animateurs ont volontairement joué sur cette équivoque pour induire une « rassurante » défaite de l'ordinateur, égaré par ce double sens ! (NdlR)

L'imprimerie a détruit le métier de copiste. Le métier à tisser a réduit le recours aux artisans- tricoteurs. Et avec Internet, des milliers d'agences de voyage ont mis la clé sous la porte.

Je le signale car je vois qu'énormément de gens sont inquiets face à l'IA, à l'automatisation, etc. Ils pensent que les robots finiront par accaparer tous les emplois, et auront la peau de la plupart d'entre nous.

C'est vrai. De nombreux secteurs évoluent, avec l'automatisation et l'IA :

- dans les supermarchés, les agents de caisse sont remplacés par des caisses automatiques ;
- les gens qui travaillent dans des entrepôts, comme ceux d'Amazon, sont remplacés par des robots ;
- les chauffeurs de camion, de taxi, les ouvriers de la construction automobile, se font remplacer par des machines intelligentes ;
- et, oui, de nombreux emplois très rémunérateurs sont également remplacés par l'automatisation et l'IA : les chirurgiens, certains avocats, les comptables, etc.

Tous ces gens vont-ils se retrouver au chômage et SDF ? Partons du principe que ce soit le cas. Je soulève alors une question des plus basiques : si cela arrivait, qui achèterait ce que les robots produisent ? Personne. Même les riches cesseraient de s'enrichir.

L'automatisation ne touche pas que les agents de caisse de Walmart. La prochaine vague d'IA va affecter BEAUCOUP d'emplois très rémunérateurs. Alors préparez-vous à cela. Actuellement, il existe une ENORME demande en faveur de nombreux produits et services, que la société n'a jamais réussi à satisfaire.

Prenons un exemple typique assez récent : le distributeur de billets. Il existait une très forte demande en faveur de distributeurs faciles à utiliser, qui permettraient aux utilisateurs de retirer de l'argent en évitant de faire la queue à la banque. Les employés de banque ont pris peur. Ces distributeurs sonneraient-ils le glas, pour eux ? Les guichetiers allaient-ils devenir inutiles ?

Voici ce qui s'est vraiment passé :

- Il s'est avéré que la demande en faveur de services bancaires allait BIEN AU-DELA du retrait de quelques billets de 20 €
- Le coût des services bancaires est descendu en flèche, ce qui a permis aux banques d'ouvrir plus de succursales et de proposer davantage de services à leurs clients.
- Pour les clients, le fait qu'on leur fournisse davantage de services était plus pratique.
- La baisse du coût des services proposés a permis aux banques d'ouvrir dix fois plus de succursales qu'auparavant.
- Aujourd'hui, le nombre de guichetiers et autres employés de banque a probablement progressé de 1 000%, voire plus, par rapport à la période à laquelle les distributeurs automatiques ont été créés.

Et ce n'est qu'un exemple.

A présent, intéressons-nous à la théorie. La progression de l'automatisation et de l'IA permettra d'augmenter l'offre des biens et services les plus demandés. Elle créera davantage d'équipements plus économiques pour les consommateurs.

Or les consommateurs apprécient de payer moins cher. Cela leur permet de faire des économies. Et le fait de commercialiser une offre plus étendue et meilleur marché permet aux sociétés de réaliser davantage de bénéfices.

Cette augmentation des bénéfices permet d'accroître le développement, de proposer davantage de biens et services, et donc d'embaucher plus de monde.

Certes, il se pourrait qu'il y ait moins d'agents de caisse dans le monde. Peut-être les agents de caisse exerceront-ils à l'avenir des métiers différents. Qui sait ? La destruction créatrice fait partie de l'économie depuis les balbutiements du concept "d'économie".

Ned Ludd contre la destruction créatrice

Savez-vous d'où vient le terme "luddite" ? Un luddite est quelqu'un qui déteste la technologie. Ce terme vient de Ned Ludd, un artisan du textile qui avait peur que les nouvelles technologies du secteur du textile, comme le métier à tisser, fassent perdre leur emploi aux artisans-tricoteurs à l'époque. Alors il brûlait les métiers à tisser, lesquels étaient alors à la pointe de la technologie.

Les artisans ont-ils perdu leur travail ? Sûrement certains d'entre eux. Mais toute une industrie de la mode a été créée. La demande pour de belles robes, désormais moins chères et donc accessibles à un plus grand nombre, est montée en flèche.

Des millions de personnes ont commencé à acheter plus de robes que jamais auparavant. D'immenses magasins ont vu le jour, ce qui a créé plus d'emplois. Des secteurs tout entiers sont apparus, simplement grâce à l'invention du métier à tisser.

La destruction créatrice fait partie de la vie. Tout comme ce qui s'est passé pour les fabricants de fouets d'attelage et les allumeurs de réverbères. Lorsque la technologie – respectivement la construction automobile et les ampoules électriques – s'en est pris à leurs emplois : cela s'est produit rapidement et de façon irréversible.

Mais nous allons également voir apparaître de nombreux nouveaux métiers, au cours des prochaines années, et les technologies vont continuer de bouleverser nos vies et le travail que nous faisons tous.

L'intelligence artificielle (IA) est en train de se déployer dans de nombreux domaines, faisant naître à la fois d'incroyables opportunités mais aussi de nombreuses craintes. Et parmi elles, celles que les machines intelligentes puissent détruire des emplois, vous voler le vôtre.

La destruction créatrice fait partie de la vie. Tout comme ce qui s'est passé pour les fabricants de fouets d'attelage et les allumeurs de réverbères. Lorsque la technologie – respectivement la construction automobile et les ampoules électriques – s'en est pris à leurs emplois : cela s'est produit rapidement et de façon irréversible.

Nouvelles opportunités, nouveaux emplois

Mais nous allons également voir apparaître de nombreux nouveaux métiers, au cours des prochaines années, et les technologies vont continuer de bouleverser nos vies et le travail que nous faisons tous.

Si les choses changent pour le pire, alors les lois de l'offre et de la demande impliquent que leur valeur s'orientera vers zéro. Dans ce cas, l'automatisation s'arrêtera.



En revanche, si les choses changent pour le meilleur, cela créera de la richesse dans toutes les catégories de revenus. Et alors, des emplois vont se créer. Les prix baisseront pour le plus grand bonheur des consommateurs. Et la vie offrira bien plus d'opportunités.

La bonne nouvelle, c'est que l'IA et l'automatisation ne vont pas détruire le marché de l'emploi, comme la plupart des gens le croient.

Elles vont bouleverser les choses, mais elles créeront de nouvelles opportunités. Cela ne va pas arriver tout de suite, mais nous découvrirons bientôt un nouveau paysage de l'emploi.

Il est important de s'y préparer. Et les investisseurs qui l'anticipent auront l'opportunité de bâtir des fortunes.

Les promesses médicales de l'intelligence artificielle



Il ne se passe pas une semaine sans que je ne découvre un article concernant de nouvelles avancées accomplies par l'IA.

L'une de mes préférées s'est produite il y a un peu plus d'un an, lorsque l'ordinateur Watson d'IBM a contribué à sauver une Japonaise en diagnostiquant correctement son cancer. A Tokyo, une équipe médicale se battait depuis des mois pour soigner cette patiente.

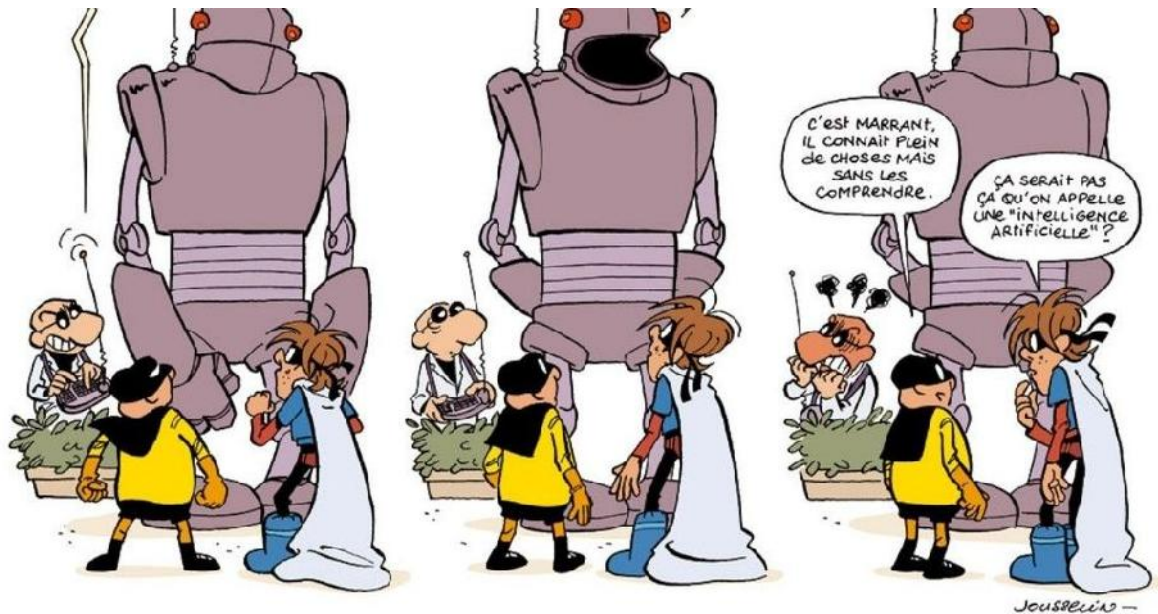
Mais en 10 minutes seulement, Watson a pu comparer ses données génétiques à des millions d'études relatives au cancer. Les données ont révélé une forme de leucémie extrêmement rare. Il est difficile de dire si les médecins auraient été capables de faire le bon diagnostic⁴.

Quoi qu'il en soit, l'IA peut aider les médecins à travailler plus vite et à sauver davantage de vies. Et le secteur de la santé n'est qu'un premier pas. Je pense que des dizaines d'autres secteurs seront concernés.

Les gros titres, en matière d'IA, se concentrent sur des géants des technologies tels que Google, Facebook, Microsoft, IBM, Amazon et le Chinois Baidu. En vérité, toutes les grandes entreprises investissent dans un type de logiciel basé sur l'IA, ou un système sur lequel le marketing, la gestion d'inventaire ou le service client pourraient s'appuyer.

L'intelligence artificielle au service des clients

⁴ La question est mal posée. La vraie question n'est pas de savoir si les médecins auraient été « capables », puisque ce sont eux qui ont mis dans Watson les éléments dans la machine s'est servi, mais « auraient-ils trouvé à temps ». Car, une fois de plus, on se trouve devant une performance qui tient à la rapidité de triage, de sélection et de comparaison supérieure à celle de l'homme que l'ordinateur possède depuis longtemps. Il ne faut pas cracher dans la soupe. Tant mieux pour la malade. Mais il n'y a là rien de « nouveau » dans le domaine de l'Intelligence artificielle.



McKinsey, géant du consulting, a publié récemment un rapport de 75 pages consacré à l'IA. Il met en avant un ensemble de secteurs déjà concernés.

En résumé, tous les secteurs figurent sur cette liste. C'est logique. Toutes les entreprises peuvent bénéficier d'une aide en matière d'analyse de l'information ou de gestion des ressources (personnel, inventaires, énergie, etc.).

Chaque secteur comporte des tâches mineures susceptibles d'être gérées par un assistant virtuel. Imaginez simplement le temps que passent les infirmières à vérifier deux fois les ordonnances, ou le temps qu'un professeur passe à corriger des devoirs.

Et personne ne s'attristerait de la disparition des centres d'appels. Le turnover y est très élevé : chaque année, deux employés sur cinq quittent leur emploi. En fait, le service client est l'un des premiers postes remplacés par l'IA.

Vous avez peut-être déjà entendu parler d'un "chatbot"⁵ (agent conversationnel, en français). C'est un programme conçu pour vous parler. Souvent, c'est une petite boîte de dialogue qui apparaît quand vous passez votre commande, et un message surgit : "Bonjour, comment puis-je vous aider ?"

Vous l'avez peut-être déjà utilisé sur des plateformes de messagerie comme Facebook Messenger et Slack. Domino's Pizza emploie depuis plus de deux ans un chatbot pour passer les commandes en ligne.

Peu importe de qui il s'agit. Ce qui compte, c'est que les robots vont être présents partout. Dans quelques années, nous aurons du mal à imaginer notre vie avant les robots.

Voici pourquoi j'en suis sûr : les robots ne posent pas de problèmes dans les entreprises. Qu'il s'agisse d'enregistrer des commandes de pizzas ou de répondre aux réclamations d'un client, les chatbots reviennent moins cher que les salariés. Ils sont à pied d'œuvre 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, et sont disponibles en quantité illimitée.

Au bout du compte, ils seront peut-être plus utiles que la plupart des agents des services clients à qui l'on a affaire.

Souvenez-vous : ces robots sont conçus avec l'IA. Ils sont conçus pour apprendre et s'adapter aux interactions humaines.

⁵ Mot issu d'une crase entre «to chat » :converser sur une messagerie et « (ro)bot ».Ndir

Au cours des dix prochaines années, l'IA fera partie intégrante des secteurs de la santé et de l'éducation. Les assistants virtuels tels que Siri et Alexa seront partout. Les voitures à conduite autonome seront totalement automatisées.

Et nous constaterons que l'IA améliore l'efficacité de secteurs tels que les transports, la production et l'énergie.

Pour l'instant, toutefois, l'énorme opportunité financière qui se présente est la suivante : fournir à des millions d'entreprises à travers le monde une IA utilisable, comme les chatbots.



Commentaire

L'article de James Altucher est un remarquable exemplaire d'une famille qui comporte des milliers d'articles bâtis suivant le même archétype. Celui-ci repose sur un dogme et sur une affirmation gratuite.

Le dogme, c'est que l'on vivra dans le meilleur des mondes possibles si on laisse jouer librement la loi de l'offre et de la demande. Mais on sait que, dans la pratique, les capitalistes n'invoquent les lois du marché que quand elles jouent en leur faveur. Quand leur libre jeu favoriserait soit les travailleurs, soit les consommateurs, l'intervention de l'Etat paraît urgente. Bizarre, non ?

L'affirmation gratuite, c'est que toute critique contre une relève de l'homme par la machine s'apparenterait toujours à celle des luddites et serait fatalement toujours contredite par les faits. On aura sans doute remarqué au passage que le tableau optimiste brossé par l'auteur, en ce qui concerne l'automatisation des guichets bancaires ne ressemble pas vraiment à ce que nous avons connu en Europe. Atucher a-t-il raison de prétendre que ce qu'il décrit s'est vraiment passé ainsi aux Etats-Unis ? Peut-être, mais alors les choses ont vraiment mal tourné par la suite...

Alors que l'auteur est certainement persuadé que ses contradicteurs éventuels seront des passéistes à courte vue, alors que lui-même est bien entendu un esprit éclairé aux vues larges, ouvertes sur de grandes perspectives d'avenir, il néglige tout simplement le fait que le remplacement des humains par des robots pour la plupart des travaux ne marque pas une simple petite étape dans l'automation, similaire à celle où s'illustra Ned Ludd, mais la fin – et peut-être la solution – d'un problème vieux de cinq mille ans ou plus.

Ce problème n'est pas celui « de l'emploi », mais celui du travail.

Lorsque je dis que la question est vieille de cinq mille ans, c'est parce que nous n'avons pas de documents écrits ayant plus que cet âge.

Cet antique problème de société peut s'énoncer comme suit : « *Etant donné que la subsistance matérielle de la communauté exige quantité de travaux stupides, éreintants, sales, dangereux, monotones et répétitifs, comment les répartir entre les membres de cette communauté ?* ».

Dès l'Antiquité, l'on s'est trouvé coincé entre ces deux faits contradictoires : les seules activités qui méritent pleinement d'être appelées « humaines », comme les arts, la politique, l'éducation, la transmission des cultures et des savoirs, la recherche scientifique, philosophique ou religieuse, ... requièrent que l'homme soit libéré des contraintes de la subsistance matérielle, mais, d'autre part, c'est précisément la satisfaction de ces besoins qui absorbe la plus grande partie de son temps.

Les mots en font foi ; le « travail », c'est au premier sens un instrument de torture : « labeur » et « labour » viennent de « labor », qui veut dire « souffrance ». Et dans la Bible, c'est quand Dieu dit à Adam « Tu gagneras ton pain à la sueur de ton front », c'est dans un malédiction.

L'Antiquité n'a trouvé qu'une solution boiteuse à ce dilemme, et elle était atroce. C'était l'esclavage. Le confort et le bien-être dont on jouissait dans l'Empire romain reposait sur la réduction en servitude d'environ un homme sur trois. Puisque l'on avait besoin que soient accompli des travaux stupides, éreintants, sales, pénibles, dangereux, monotones et répétitifs, indignes d'un être humain, on décréta que ces hommes n'étaient plus que des choses, des marchandises...

Cette solution était dure et cruelle, mais elle était logique. Puisqu'il y avait des choses inhumaines à faire, il ne fallait les faire faire par des hommes. Le scandale, c'est que l'on y est arrivé par un sophisme consistant à déshumaniser les esclaves.

Mais jusqu'ici, l'on n'a pas véritablement trouvé de solution alternative. Certes, on a ôté ses chaînes à l'esclave pour en faire un salarié « libre ». L'on a aussi inventé pour le travail des justifications « nobles ». Accompli avec résignation pendant toute une vie, il assurait le Paradis dans la vie future. Dûment imbibé d'esprit patriotique ou de politique de classe, il faisait de vous un « héros du travail ». On a chanté sur divers tons que « le travail anoblit l'homme », alors qu'il n'a jamais fait que le dégrader.

Les progrès de l'IA nous donnent la possibilité de remplacer le sophisme par un raisonnement honnête « *Etant donné que la subsistance matérielle de la communauté exige quantité de travaux stupides, éreintants, sales, dangereux, monotones et répétitifs, il faut les faire exécuter, au profit des membres de la communauté humaine, par des êtres intelligents, mais non-humains, par des machines* ».

Bien entendu, mettre cela en pratique va supposer des mutations gigantesques, dont notamment la disparition du travail salarié, celle de l'argent, celle du productivisme économique, du capitalisme, et j'en passe...

Bref, de quoi occuper les quatre ou cinq millénaires suivants.

